

Jusqu'où aller dans la décentralisation ?

La décentralisation culturelle est un travail sans fin. Dans ce secteur, elle fait souvent ses preuves quand on lui en donne l'occasion. Les élus locaux ne doivent pas oublier de l'appliquer eux aussi à l'échelle de leur territoire.

La culture, un secteur définitivement instable ? « Les acteurs du secteur culturel sont assis sur un tabouret à trois pieds », répond Grégoire Pateau, chargé des dynamiques territoriales à l'Union fédérale d'intervention des structures culturelles (Ufisc). Leurs ressources sont les subventions, les recettes tirées des événements qu'ils organisent (billetterie, restauration) ; et enfin une dimension non monétaire, le bénévolat. Pour faire vivre la culture à l'échelle locale, le principal enjeu des collectivités est de les aider à conserver l'équilibre. Pas facile quand les financements publics baissent et que les dépenses explosent. Qu'ils soient publics ou associatifs, les festivals de musique subissent, en particulier, l'augmentation des coûts de sécurité, des cachets des têtes d'affiche, et même des prix des repas. Leurs organisateurs sont dès lors tentés de faire payer ce qui était gratuit, d'augmenter les prix trop bas. Gare à ne pas aller trop loin. La marchandisation et la professionnalisation des manifestations n'est pas sans effets. Le risque : un déengagement des bénévoles attachés à la culture pour tous et qui s'investissent plus facilement pour installer une scène ou tenir une buvette que pour gérer du personnel et les contraintes administratives qui s'accumulent.

Penser éthique. Quand il n'y a plus de solution, peut-être faut-il parfois abandonner la partie pour renouveler l'offre. La

« N'oubliez pas de vous appuyer sur les dynamiques en place ! »

Grégoire Pateau, chargé des dynamiques territoriales à l'Union fédérale d'intervention des structures culturelles (Ufisc)

« Il existe un phénomène de fond de marchandisation des associations. Il n'est pas propre à la culture, mais attention : quand on ne finance plus leurs dépenses de fonctionnement et que l'on multiplie les appels à projets, on remet en question leur rôle politique et démocratique. Les structures culturelles locales s'inscrivent dans la durée, mais se retrouvent parfois obligées de réorienter leurs projets pour survivre. Mon propos n'est pas de dire aux élus : « Ne faites rien vous-même. » Lancer une initiative culturelle quand on en manque, c'est même essentiel. Mais n'oubliez pas de vous appuyer sur les dynamiques en place afin de ne pas détricoter les projets existants. Défendons les initiatives ascendantes, venant des associations et des citoyens. Pour les élus, la priorité est d'avoir une bonne connaissance des initiatives du territoire pour coconstruire la politique culturelle. »



G.P.

de festivals sous statut associatif n'ont pas équilibré leur budget cette année malgré un taux de remplissage optimal. C'est qu'il y a un problème quelque part ! Peut-être qu'on devrait se mettre à davantage regarder les intentions et l'éthique des projets financés », note Grégoire Pateau, agacé par le soutien appuyé de collectivités à des entreprises privées qui ont, en outre, une vision étiquetée de la culture.

Chargeée de mission « vie littéraire » à la région Grand Est (5,5 millions d'habitants), Anne Poidevin évoque une autre option. « Des manifestations choisissent de devenir des biennales pour perdurer. »

Décentraliser à toute échelle. En dehors des grands événements, la question du bénévolat est plus importante encore pour faire vivre l'éducation artistique ou la permanence en bibliothèque tout au long de l'année. Bien au-delà des considérations économiques, une politique culturelle doit donc soigner son ancrage territorial et peser chaque décision de gouvernance. Pour rationaliser certains coûts, les communes transfèrent parfois la compétence « lecture publique » à leur interco. Avec le risque de créer un sentiment d'inutilité chez des habitants qui se sont toujours investis pour leur commune et se sentent tout à coup dépouillés de leurs capacités à faire des choix structurants dans leur bibliothèque.

De même, avec leurs projets (fêtes de village, animation

culture est un monde vivant. À Dijon (Côte-d'Or, 59 940 hab.) par exemple, la fin du VYV festival après l'édition 2023 a généré beaucoup de frustration. Sans doute trop généraliste et impacté par la crise sanitaire, ce rendez-vous annuel n'a jamais trouvé son équilibre financier et peinait à faire le plein. Cet arrêt a toutefois permis à un autre festival d'émerger : le Golden Coast, devenu dès sa première édition, en 2024, le plus gros événement de rap en France avec 50 000 spectateurs. En 2025, ils étaient 75 000. « Ce n'est pas un succès, c'est un triomphe », estimait début septembre, son président Emmanuel Hogg, à l'issue de l'événement. À côté de lui, l'adjointe à la culture

dijonnaise, Christine Martin, affichait un grand sourire. Cette réussite confirme l'intérêt qu'il peut y avoir à trouver une singularité artistique, comme l'ont fait Avignon avec le théâtre, Arles avec la photo, Annecy avec le cinéma d'animation ou Coutances avec le jazz (voir ci-dessous).

Faire du tri. En territoire rural en particulier, espérer qu'un événement puisse renaître de ses cendres serait un pari osé. Malgré leurs difficultés à boucler les budgets, les collectivités locales ont donc un rôle essentiel pour aider les acteurs culturels les plus fragiles à passer les années difficiles... ce qui ne doit pas les empêcher de faire du tri. « Un nombre important

culturelle), les collectivités locales ont intérêt à ne pas faire de l'ombre à ce que proposent déjà les associations ou les librairies du territoire par exemple. À aller au bout de la décentralisation en reproduisant à leur échelle ce qui s'est fait durant le printemps de la ruralité, à savoir des consultations qui ont réuni élus, acteurs culturels et directions régionales des affaires culturelles (Drac).

Dans les Hauts-de-France, une rencontre de ce type a permis de dresser un constat. D'une part, lorsqu'elles se produisent, les compagnies professionnelles du spectacle vivant sont attirées par les centres urbains où la probabilité de faire salle pleine est bien plus grande. De l'autre, certaines

Les manifestations villageoises ont la capacité d'attirer une bonne partie des habitants, en particulier lorsqu'elles impliquent des enfants, ce qui n'est pas le cas en ville.

manifestations villageoises ont la capacité à attirer une bonne partie des habitants, en particulier lorsqu'elles impliquent des enfants, ce qui n'est pas le cas en ville. Ces temps de festivités semblent donc les plus propices pour construire des propositions artistiques.

Simplicité et priorité. Un appel à projets a été lancé en ce sens. La Drac a identifié une dizaine de compagnies et les communes souhaitant intégrer un spectacle de qualité à leur fête de village

ont été amenées à se manifester. Dans une vision plus horizontale qu'à l'accoutumée, les délégations départementales de l'Association des maires ruraux de France ont servi de relais pour diffuser le projet aux communes de moins de 2000 habitants et pour choisir les lauréats (avec la Drac). «Parmi les critères, on a fait en sorte que les villages les moins aidés aient la priorité», indique Jean-Gabriel Masson, président de l'association des maires ruraux du Nord (AMR59). La candidature de Fromelles

(1 130 âmes), la commune dont il est le maire, n'a pas été retenue. «C'est logique. Nous faisons partie de la métropole lilloise et nous bénéficiions déjà du financement chaque année d'un spectacle ou d'un concert de poche», explique-t-il.

Le succès de la démarche (42 demandes pour 14 lauréats dans le Nord, par exemple) vient de sa simplicité. Par rapport aux appels à projets traditionnels qui demandent une certaine ingénierie administrative et le respect de critères stricts, «les candidatures étaient très simples. Des élus n'ont pas caché qu'ils ne pensaient pas qu'il serait possible un jour d'avoir ce type d'aides de la Drac», insiste l'élu nordiste.

Olivier Descamps

Coutances (50) 8 370 habitants

Jazz sous les pommiers, un festival normand qui dure toute l'année



Chaque année, le festival Jazz sous les pommiers, dans la petite ville de Coutances (Manche), draine un large public venant de tout le département et même au-delà.

Dans un monde des festivals en perpétuelle recomposition, Jazz sous les pommiers fait figure d'ancêtre. Créé en 1982, peut-être doit-il son salut à sa capacité à combiner notoriété nationale et ancrage local. La moitié de ses participants habitent le département de la Manche ; près des deux tiers sont Normands. «Ce côté local est notre grande fierté», explique Denis Le Bas, directeur de l'événement.

Projets au long cours. Lancé grâce à une poignée de bénévoles qui ont toqué à la porte du théâtre municipal, il fait désormais partie du paysage culturel de Coutances... avec le festival proprement dit, mais aussi des à-côtés tout au long de l'année : spectacles, temps de médiation culturelle, résidences. Trois ans durant, deux artistes accompagnent ainsi des projets

musicaux au collège ou jouent dans des concerts chez l'habitant. «On accorde autant d'importance à ce travail qu'au festival qui reste bien sûr le temps fort de la saison», insiste Denis Le Bas. Tous les acteurs du territoire sont associés : travail avec les commerçants, recherche de mécènes locaux et inclusion des habitants dans le projet. Les artistes en herbe sont ainsi invités à se produire sur une scène estampillée «avis aux amateurs», installée sur le square de l'Évêché pendant l'événement.

Les jeunes sont aussi recherchés pour rejoindre les équipes de bénévoles. Une formule spécifique a d'ailleurs été créée pour faire monter les 13-15 ans dans le train du festival afin qu'ils s'impliquent ponctuellement et profitent de l'ambiance des concerts. Des petites graines semées pour tenir 40 ans de plus. O. D.